

## **CONSEIL MUNICIPAL**

### **REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**

**Le seize décembre deux mille vingt-deux, à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Ville de Meaux s'est réuni dans les salons d'honneur de l'Hôtel de Ville, sur une convocation en date du neuf décembre deux mille vingt-deux, en exécution de l'article L2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.**

**ETAIENT PRESENTS** : M. COPÉ, Maire

Mme VIELPEAU, M. ALLARD, Mme BLAY, M. BRAS, Mme MAHOUKOU, M. MOURADOUDI, Mme PONOT-ROGER, M. TISSERAND, Mme DE KESLING, M. DELL'OSTE, M. ABASSI et Mme BUFFE, Adjoints au Maire.

M. PARIGI, Mme DIOP, Mme VAISSIERE, Mme GILEWSKI, Mme GONCALVES, M. HEMERY, M. LELOUP, Mme LEFEVRE, Mme DESDOITS-HUBLET, Mme OZTURK, Mme GOSSELIN, Mme LACROIX, Mme BENAHMED, Mme GUIBEGA, M. BOURGEOIS, Mme EBOUMBOU, M. MALKIC, Mme TORNIN, M. PASTOR, Mme GALAOU, M. MOUKHINE-FORTIER, Mme ROUSSEAU, Mme IMA, M. SAVERET.

M. LOCICIRO, M. ATTALI, M. GOURDY, M. RODRIGUES, M. GUERRAUD, M. REZEG et M. SISSOKO ont donné respectivement pouvoir à M. TISSERAND, Mme GILEWSKI, M. DELL'OSTE, Mme VIELPEAU, M. MOURADOUDI, Mme GONCALVES et Mme BLAY.

**Absents excusés** : M. MARIE-LUCE

**Arrivées / départs en cours de séance** : Sortie de M. MALKIC (avant la délibération 1), retour de M. MALKIC (avant la délibération 4), sortie de Mme LACROIX (avant la délibération 5), sortie de M. COPÉ (avant la délibération 6), retour de Mme LACROIX (avant la délibération 7), sortie de Mme GONCALVES (avant la délibération 8), retour de Mme GONCALVES et M. COPÉ (avant la délibération 10), sortie de Mme LEFEVRE (avant la délibération 10), retour de Mme LEFEVRE (avant la délibération 13).

M. LELOUP est désigné comme secrétaire de séance.

Date de Notification	Date d’Affichage	N° de délibération	Direction
	23/12/2022	22122308	Enfance Education

**Objet** : Autorisation donnée au Maire de signer la convention de répartition des frais de fonctionnement des écoles publiques entre la Ville de Meaux et la Ville de Bailly-Romainvilliers concernant des enfants scolarisés en Unité Localisée pour l’Inclusion Scolaire (ULIS) pour l’année scolaire 2022/2023

## **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'éducation et notamment les articles L.212-8 et R.212-21,

**VU** la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

**VU** la délibération du 30 juin 2017 de la Ville de Bailly- Romainvilliers fixant à 704 euros par enfant la participation des communes extérieures aux frais de fonctionnement des écoles publiques en classe élémentaire,

**VU** la convention de répartition des charges de fonctionnement des écoles publiques entre la Ville de Bailly-Romainvilliers et la Ville de Meaux ci-annexée,

**CONSIDÉRANT** que la Ville de Bailly-Romainvilliers accueille, dans les établissements publics maternels et élémentaires, 1 enfant domicilié à Meaux au titre des dérogations obligatoires moyennant participation de cette dernière aux frais de scolarité,

**OUI** Mme BLAY, Rapporteur en Conseil Municipal,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ**, à l'unanimité

**AUTORISE** le Maire à signer la convention de participation aux frais de scolarité entre la Ville de Meaux et la Ville de Bailly-Romainvilliers des enfants scolarisés en Unité Localisée pour l'Inclusion Scolaire (ULIS) pour l'année scolaire 2022/2023 ci-annexée,

**AUTORISE** le versement pour 1 enfant pour l'année scolaire 2022/2023 de la somme de 704 euros,

**DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023.

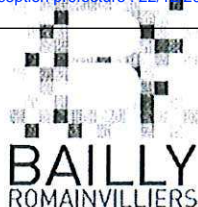
Le Maire,



Jean-François COPÉ

Le Secrétaire de séance,

Julien LELOUP



## CONVENTION POUR L'ACCUEIL D'ENFANTS EN CLASSE D'INTEGRATION SCOLAIRE

Entre la commune de Bailly-Romainvilliers, représentée par son Maire en exercice, habilité par la délibération n°2017-062 du 30 juin 2017,

Et

La commune de MEAUX représentée par son Maire en exercice, habilité par la délibération n° ..... du .....

Il a été convenu ce qui suit :

L'article L. 212-8 du code de l'éducation modifié par la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 ainsi que ses décrets d'application permettent à la commune d'accueil d'obtenir une participation financière pour le remboursement des frais de fonctionnement liés à la scolarité des enfants ne résidant pas sur son territoire et fréquentant des établissements scolaires publics maternelle et élémentaire.

**Article 1 :** La commune de résidence s'engage à rembourser les frais de scolarité des enfants fréquentant la classe ULIS. La liste des élèves concernés est annexée aux présentes.

**Article 2 :** Le coût par élève est calculé chaque année suivant les dépenses constatées et prises en compte l'année précédente. A ce jour et pour une année scolaire, le coût par élève est arrêté à la somme de 704 euros.

**Article 3 :** La présente convention est établie pour une année scolaire et pourra se poursuivre tacitement d'année scolaire en année scolaire et durant toute la scolarisation d'un enfant qui entrerait dans le champ d'application du régime de participation tel qu'il est dit dans la réglementation susvisée.

**Article 4 :** La présente convention s'éteindra de plein droit dès la fin de la scolarisation du ou des élèves concernés.

**Article 5 :** La commune de Bailly-Romainvilliers appellera la participation de la commune de résidence dans le courant du mois de juin de l'année scolaire de référence au moyen d'un titre de recettes, avec un courrier d'information au mois de Septembre de l'année scolaire concernée.

**Article 6 :** En cas de litige né de l'application des présentes les parties reconnaissent, après épuisement des voies amiables, la compétence des tribunaux du ressort territorial de la commune de Bailly-Romainvilliers et font éllection de domicile au siège de la commune de Bailly-Romainvilliers, en mairie, 51 rue de Paris.

Fait à Bailly-Romainvilliers, le 10 novembre 2022



Le Maire de Bailly-Romainvilliers

GBIORCZYK

Le Maire de MEAUX

Jean-François COPÉ